

étrangère, si importante soit-elle. Il soulève la question de notre pensée économique et politique en ce qui concerne le développement mondial. D'après nous, quel devrait être au juste le but de notre économie nationale et quelle devrait être la fin d'une organisation économique? Nous devons aussi décider à quel prix nous sommes prêts à accepter les objectifs que le ministre a en vue dans ce bill.

Je crois qu'il est juste de dire que c'est le régime économique du produit national brut, comme je suis porté à l'appeler, qui a pas mal régi le reste du monde occidental pendant un certain nombre d'années. Ce mode de pensée économique ne se sert que d'un seul étalon pour évaluer la valeur de toute politique économique, soit la façon la moins coûteuse et la plus efficace de produire les biens et services. C'est peut-être porter la théorie de la division du travail à sa conclusion ultime et même rêver d'un monde qui n'existe pas encore. En vertu du régime économique du produit national brut, on semble supposer que l'homme est avant tout un animal de production et de consommation plutôt qu'un être social et politique.

Personne, bien sûr, n'accepte cette thèse jusqu'au bout de sa logique absurde. Il y a toujours des réserves et des exceptions. On a raison de dire, cependant, qu'une semblable théorie économique influe depuis bien longtemps, peut-être depuis 50 ou 60 ans, sur l'orientation de notre économie, et qu'on a dû qualifier d'hérésie regrettable, bien qu'indispensable, tout écart de cette doctrine.

Compte tenu d'une pareille théorie économique beaucoup trop répandue de nos jours, le bill présenté par le ministre ne vaut pas grand-chose, car il cherche absolument à faire obstacle à l'afflux de placements étrangers. En se fondant sur cette stricte théorie économique, on pourrait peut-être justifier de pareils placements étrangers dans notre économie. Si nous sommes prêts à faire fi de toutes les autres considérations, d'ordre national et social, nous devons décider, au moment de juger du bill du ministre, ce que signifient pour nous exactement ces autres considérations.

Les Pères de la Confédération, dont nous entendons tellement parler aujourd'hui, sont allés, bien sûr, directement à l'encontre de la logique et du bon sens du point de vue économique. Je ne traverse jamais les Rocheuses lorsque je me rends chez moi en Colombie-Britannique sans être impressionné à nouveau par la folie et la grandeur du concept sous le signe duquel le pays a été constitué. La plupart des Pères de la Confédération croyaient à cette époque avoir

réalisé l'impossible en réussissant à vaincre la logique, la géographie, l'économique et à constituer le Canada. Ils croyaient peut-être que cette tâche était accomplie définitivement, mais à cette époque, bien entendu, on ne vivait pas dans un monde capitaliste moderne. Ils n'avaient aucune idée des événements qui étaient pour se produire plus tard et des difficultés que le Canada devrait résoudre en matière d'économique et de géographie.

Je crois que nous devons répondre actuellement à la même question que se posaient John A. Macdonald et ses collègues. Et cette question est: cela en vaut-il la peine? Ils devaient se poser cette question. Valait-il la peine de défier le sens commun, la logique et la géographie pour fonder un pays dans la moitié septentrionale de l'Amérique du Nord? Ils décidèrent que oui. Je crois que nous devons aussi nous demander aujourd'hui si cela en vaut la peine.

Est-ce la peine de continuer? Est-ce la peine de chercher à préserver une identité canadienne, tant dans le domaine économique que politique, ou bien la sagesse consisterait-elle à se laisser tranquillement transformer en un simple satellite d'une économie plus vaste et plus prospère au Sud de chez nous, qui nous assurerait probablement un niveau de vie confortable mais détruirait inévitablement l'œuvre des Pères de la Confédération?

Voilà une question à laquelle il est bien difficile de répondre, une question que les Canadiens éludent depuis un siècle et à laquelle ils n'ont jamais donné la même réponse d'une façon continue. Mais je crois que si nous nous tournons vers le monde extérieur, oubliant l'Amérique du Nord, on pourra peut-être trouver une réponse à cette question parce qu'un fait très significatif se dégage: presque toute la politique étrangère et extérieure du Canada consiste en un désaveu des principes économiques dont s'inspire la recherche du produit national brut. Nous nous sommes engagés à travers le monde à édifier, à encourager et à instituer des unités nationales et économiques viables dans les pays du monde qui atteignent à la souveraineté.

Je me trouvais récemment à l'enclave de Gaza. J'y ai vu les troupes que le Canada y envoie depuis huit ans. Entre autres buts que nous nous proposons en maintenant celles-ci et en préservant la paix chancelante du Moyen-Orient il y a celui de permettre à l'État d'Israël de s'établir en une unité économique viable. Il va sans dire que les Israéliens ont fait exactement ce qu'avaient fait les Pères de la Confédération. Ils se sont moqués de la logique et de la géographie, de l'économique et du bon sens. Mais il entraînait d'autres valeurs